



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
34 avenue Maunoury BP 60723  
41007 Blois Cedex

Blois, le 05/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SIEOM de Mer - Vernou-en-Sologne**

Mairie  
41500 Mer

Références : 2024/313  
Code AIOT : 0010001799

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2024 dans l'établissement SIEOM de Mer - Vernou-en-Sologne implanté Usine d'incinération 41230 Vernou-en-Sologne. L'inspection a été annoncée le 28/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

-

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIEOM de Mer - Vernou-en-Sologne
- Usine d'incinération 41230 Vernou-en-Sologne
- Code AIOT : 0010001799
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le SIEOM (Syndicat Intercommunal d'Elimination des Ordures Ménagères) du groupement de Mer exploite une installation d'incinération de déchets (ordures ménagères et déchets industriels banals) depuis 1986. L'installation dimensionnée pour le traitement de 12 500 tonnes de déchets par an comporte une seule ligne d'incinération et fournit de la vapeur à la société KNAUF, voisine du site.

#### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Air
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Traçabilité	Code de l'environnement du 13/04/2023, article R.541-43.II	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
11	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 9.1	/	Demande d'action corrective	1 mois
13	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 9.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Admission des déchets	Code de l'environnement du 13/04/2023, article R.541-48-4.I	Susceptible de suites	Sans objet
2	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Susceptible de suites	Sans objet
6	Contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 13/04/2023, article D.541-48-1. IV	Susceptible de suites	Sans objet
8	Accessibilité au site et circulation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62	/	Sans objet
9	Intégration paysagère	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 5.4	/	Sans objet
10	Prévention des pollutions accidentelles.	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 5.5	/	Sans objet
12	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 9.2	/	Sans objet
14	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/09/2014, article 4,5 et 6	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2023, article R.541-48-4.I
<b>Thème(s) :</b> Autre, contenu de l'attestation hors SPL
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 13/04/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation, une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : la liste de leurs obligations de tri, la description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme.</b></p> <p>L'exploitant a présenté l'attestation sur l'honneur signée par le SMICTOM de Sologne du 19/02/2024 et celle signée par la mairie de Saint Dyé le 25/02/2024.</p> <p>Il a également présenté le courriel de demande du 16/02/2024 à VALECO resté jusqu'alors sans réponse.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Traçabilité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contenu du registre des déchets entrants.</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 13/04/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet et pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo, l'heure de la pesée du déchet</li> <li>- la dénomination usuelle du déchet</li> <li>- le code du déchet entrant</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des BSDD</li> <li>- la quantité de déchets entrants en tonnes ou m<sup>3</sup></li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de</li> </ul>

collecte des déchets - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé si le déchet est géré par un courtier ou un négociant - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs ainsi que leur numéro de récépissé - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 (TTD) - le cas échéant le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la convention de Bâle.
<b>Constats :</b>  Le registre des déchets entrants au titre du premier trimestre de l'année 2024 comporte désormais tous les items listés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 13/04/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
<b>Constats :</b>  Le QAL3 n'est pas réalisé conformément aux normes en vigueur. L'exploitant a indiqué par courrier du 16/02/2024 qu'au regard de la fermeture à moyen terme du site prévue en 2027 il n'était jusqu'alors pas envisagé de mettre en place des bouteilles de gaz

étalons et zéro ainsi que des lentilles opacifiées pour l'opacimètre mesurant les poussières afin de disposer d'une procédure de contrôle du zéro et du gain.  
L'exploitant a indiqué que le coût de remplacement de la baie de surveillance était trop onéreux au regard du gain qui serait obtenu.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de justifier du caractère trop onéreux de la réalisation du QAL 3 conformément aux normes en vigueur au vu de l'arrêt de l'activité prévue en 2027.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3mois

**N° 4 : Assurance Qualité des AMS – QAL2**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27

**Thème(s) :** Risques accidentels, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.

Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

**Constats :**

Le QAL2 n'est pas réalisé conformément aux normes en vigueur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de justifier du caractère trop onéreux de la réalisation du QAL 2 conformément aux normes en vigueur au vu de l'arrêt de l'activité prévue en 2027.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3mois

**N° 5 : Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'AST n'est pas réalisé conformément aux normes en vigueur.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier du caractère trop onéreux de la réalisation de l'AST conformément aux normes en vigueur au vu de l'arrêt de l'activité prévue en 2027.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3mois

**N° 6 : Contrôle par vidéo**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2023, article D.541-48-1. IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Admission des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.</p>



<p><b>Constats :</b></p> <p>Le journal recensant les opérations de maintenance est mis en place. Selon l'exploitant il n'y a pas eu de périodes d'indisponibilité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place le journal recensant les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Traçabilité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2023, article R.541-43.II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>« 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>« 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>« 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>« 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>« 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Absence de transmission au RNDTS (registre national des déchets, terres excavées et sédiments) du registre chronologique tenu au cours de l'année 2022 et du registre chronologique tenu à partir du 1er janvier 2023.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il y avait toujours des incohérences entre son fichier et la base de données.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Absence de transmission au RNDTS (registre national des déchets, terres excavées et sédiments) du registre chronologique tenu au cours de l'année 2022 et du registre chronologique tenu à partir du 1er janvier 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3mois

**N° 8 : Accessibilité au site et circulation.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité au site et circulation.
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
<b>Constats :</b>  Conforme.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
-
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Intégration paysagère**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Intégration paysagère
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

<p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme.</p> <p>Le site est globalement propre et entretenu.</p> <p>L'inspection a pu constater la présence de sapins sur une dizaine de mètres en limite de propriété de chaque côté de la clôture. Néanmoins en cas de feu de forêt, le bâtiment qui pourrait être impacté est le bâtiment de stockage de mâchefers dans lequel aucun produit combustible et inflammable n'est stocké. A noter que l'usine d'incinération de déchets et le local de stockage des huiles sont distants d'environ 50 m des sapins.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Prévention des pollutions accidentelles.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 5.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de confinement.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux d'entreposage ou de traitement des déchets doit être revêtu de béton ou de bitume ou de matériaux ayant un niveau d'étanchéité similaire et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.</p> <p>L'installation doit être équipée d'un bassin qui doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>Le volume de ce bassin doit être au moins égal à 120 M3.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme.</p> <p>Le site est doté d'un bassin de rétention des eaux pluviales qui fait également office de rétention des eaux incendie. L'action sur une pompe de relevage permet de vider le bassin en cas de besoin. Le jour de la visite le bassin était au trois quart vide, le volume de 120 m3 étant largement disponible.</p> <p>Il a néanmoins été demandé à l'exploitant de mettre en place un marquage afin de s'assurer que le volume de 120 m3 est toujours disponible.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
-
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Prévention des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conception des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute éventuelle propagation d'un incendie. L'emploi de matériaux combustibles est aussi limité que possible.</p> <p>En cas de sinistre, les engins de secours doivent pouvoir intervenir sous au moins deux angles différents. Toutes les dispositions doivent être prises pour une intervention rapide des secours et la possibilité d'accéder aux zones d'entreposage des déchets.</p> <p>L'installation doit être pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés. Ces moyens comprennent en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des extincteurs en nombre suffisant et adapté aux risques ;</li> <li>- des colonnes sèches judicieusement réparties ;</li> <li>- des R.I.A. implantés de façon à ce que tout point de l'établissement puisse être atteint par deux jets de lance et plus particulièrement dans le secteur fosse de réception de manière à pouvoir faire face à tout début d'incendie intéressant soit les résidus urbains soit les camions collecteurs ;</li> <li>- des exutoires de fumée prévus dans les zones « fosse de réception » et « usine d'incinération ».</li> </ul> <p>Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les deux RIA présents sur le site ne sont pas conformes suite à la dernière vérification réalisée par CHRONOFEU le 04/02/2024.</p> <p>L'exploitant a présenté un devis de la société CHRONOFEU daté du 22/02/2024.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de 27 extincteurs et de 12 exutoires réalisé par CHRONOFEU le 04/02/2024. L'examen des rapports n'amène pas de remarque particulière de l'inspection.</p> <p>A noter la présence d'un poteau incendie de l'autre côté de la route à l'entrée du site ainsi qu'un poteau privé sur le site délivrant un débit de 70 m3/h sous un bar (vérification du 18/07/2022).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit procéder au remplacement des deux RIA et transmettre le justificatif à l'inspection.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

**N° 12 : Prévention des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs.</p> <p>Des consignes relatives à la prévention des risques doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction, en fonctionnement normal, d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones d'entreposage des déchets ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de défaillance d'un système de traitement et d'épuration ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les moyens à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme.</p> <p>L'exploitant a présenté les procédures mises à jour en 2017 et en 2020 relatives à la lutte contre un incendie et à l'évacuation du personnel.</p> <p>Les procédures sont affichées dans un classeur au poste de commande de l'usine.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il n'y avait pas la nécessité de mettre à jour les procédures vu que les installations n'ont pas été modifiées et qu'il n'y a pas eu de mouvements de personnel depuis 2009.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 9.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret</p>

n°88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C ou aux normes européennes équivalentes qui lui sont applicables.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit et tout échauffement.

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

La mise à la terre est effectuée suivant les normes en vigueur.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

#### **Constats :**

Le Q18 du 14/06/3023 de l'APAVE mentionne que les installations électriques peuvent présenter un risque d'incendie ou d'explosion.

L'exploitant a indiqué que la défectuosité a été relevée en 2023 alors que les installations n'ont pas été modifiées depuis les contrôles précédents. Cette défectuosité concerne une barrette de mise à la terre qui est surchargée.

Il a précisé qu'il fera le point avec l'APAVE lors du prochain contrôle prévu le 09/04/2024.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place les actions correctives en concertation avec l'organisme vérificateur des installations électriques lors du contrôle prévu le 09/04/2024 afin qu'elles ne présentent plus de risque d'incendie ou d'explosion. Une attestation Q18 en ce sens devra être transmise à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1mois

#### **N° 14 : Rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/09/2014, article 4,5 et 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission et surveillance des rejets

#### **Prescription contrôlée :**

Valeurs limites d'émission fixées à l'article 4 et 5 et surveillance des rejets fixée à l'article 6 :

Surveillance semestrielle par un organisme extérieur pour les paramètres suivants avec la VLE associée en concentration moyenne sur une demie heure :

POUSSIÈRES TOTALES : 30 mg/Nm3

COT : 20 mg/Nm3

HCT : 60 mg/Nm3

HF : 4 mg/Nm3

SO2 : 200 mg/Nm3

NOX : 400 mg/Nm3 Cd + Ti : 0,05 mg/Nm3 Hg : 0,05 mg/Nm3 TOTAL MÉTAUX LOURDS : 0,5 mg/Nm3 DIOXINES ET FURANNES : 0,1 ng/Nm3
<b>Constats :</b>  Les résultats des deux analyses semestrielles pour l'année 2023 sont conformes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite